

ANCE SONT LES DEUX MAMELLES DE LA FRANCE

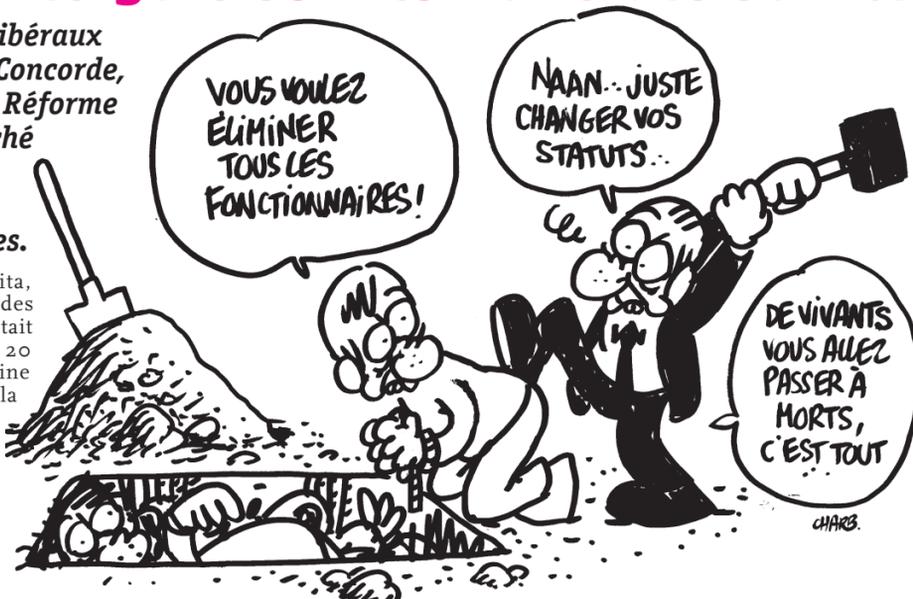


■ RÉFORME DE L'ÉTAT

Renaud Dutreil se lâche: « Le problème que nous avons, c'est que les gens sont contents des services publics. »

Devant les ultralibéraux de la Fondation Concorde, le ministre de la Réforme de l'État s'est lâché et a dit tout le bien qu'il pense des fonctionnaires.

Le restaurant Pépita, situé à proximité des Champs-Élysées, était rempli, mercredi 20 octobre, d'une soixantaine de costumes-cravates à la mine cireuse, venus assister à un petit déjeuner-débat avec Renaud Dutreil, ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. Cette conférence était organisée par la Fondation Concorde, think tank ultralibéral proche de Jacques Chirac. Florilège des déclarations du ministre, sur le thème de prédilection de la droite: « Comment insuffler le changement ».



« Les retraités de la fonction publique ne rendent plus de services à la nation. Ces gens-là sont inutiles, mais continuent de peser très lourdement. La pension d'un retraité, c'est presque 75% du coût d'un fonctionnaire présent. Il faudra résoudre ce problème. »

« À l'heure actuelle, nous sommes un peu méchants avec les fonctionnaires. Leur pouvoir d'achat a perdu 4,5% depuis 2000. »

« Comme tous les hommes politiques de droite, j'étais impressionné par l'adversaire. Mais je pense que nous surestimons considérablement cette force de résistance. Ce qui compte en France, c'est la psychologie, débloquent tous ces verrous psychologiques. »

« Le grand problème de l'État, c'est la rigidité de sa main-d'œuvre. Pour faire passer un fonctionnaire du premier au deuxième étage de la place Beauvau, il faut un an. Non pas à cause de l'escalier [rires dans la salle], mais des corps. Il y a 1 400 corps. 900 corps vivants, 500 corps morts [rires], comme par exemple l'administration des télécoms. Je vais les remplacer par cinq filières professionnelles, qui permettront la mobilité des ressources humaines: éducation, administration générale, économie et finances, sécurité sanitaire et sociale. Si on ne fait pas ça, la réforme de l'État est impossible. Parce que

VADE RETRO, CHARLIE HEBDO !

Avant d'assister à ce petit déjeuner-débat, nous avons appelé le cabinet de Renaud Dutreil pour confirmation de l'endroit et de l'heure. Le service de presse nous déclara alors que la conférence était interdite aux journalistes. Elle n'était en fait interdite qu'aux journalistes de Charlie, puisque l'AFP avait été invitée et que,

sur place, il y avait RTL, L'Expansion, etc. ! À la fin du débat, lorsque le président de la Fondation Concorde, Michel Rousseau, apprit quel journal nous représentions, il nous demanda de ne plus venir aux réunions de la Fondation Concorde: « Nous n'avons pas besoin de la presse comme vous. »

les corps abritent les emplois inutiles. »

« C'est sur l'Éducation nationale que doit peser l'effort principal de réduction des effectifs de la fonction publique. Sur le 1,2 million de fonctionnaires de l'Éducation nationale, 800 000 sont des enseignants. Licenciés dans les back office de l'Éducation nationale, c'est facile, on sait comment faire, avec Éric Woerth [secrétaire d'État à la Réforme de l'État]: on prend un cabinet de conseil et on change les process de travail, on supprime quelques missions. Mais pour les enseignants, c'est plus délicat. Il

« Ces corps abritent les emplois inutiles. »

faudra faire un grand audit. »

« Le problème que nous avons en France, c'est que les gens sont contents des services publics. L'hôpital fonctionne bien, l'école fonctionne bien, la police fonctionne bien. Alors il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure — c'est ce que fait très bien Michel Camdessus —, mais sans paniquer les gens, car à ce moment-là ils se recroquevillent comme des tortues. »

EMMANUELLE VEIL

■ LES RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS PRIVATISÉS

3939 : bienvenue au pays où la vie est plus chère

La presse a présenté comme une aubaine l'ouverture cet automne du « 3939 Allô service public bonjour » (voir citations ci-dessous). Un engouement curieux: ce numéro unique de renseignements administratifs est plus cher et moins efficace que les Cira (Centres interministériels de renseignements admi-

nistratifs), qui existaient depuis des années! Appeler un Cira coûtait le prix d'un appel local (9 centimes d'euro la première minute, puis 3 centimes d'euro les suivantes), et c'était des fonctionnaires qui répondaient aux questions. Avec le 3939, c'est 12 centimes d'euro la minute, et ce sont des téléconseillers de la société privée Phone Marketing, formés à la va-vite, qui décrochent.

La qualité des renseignements s'en ressent: l'opératrice que nous avons eue au bout du fil (après avoir subi une musique d'ascenseur) n'a pas été en mesure de répondre à la question test — relativement simple — que nous avons choisi de poser (le locataire d'un bien immobilier peut-il obliger le propriétaire à installer des prises de terre ailleurs que dans la cuisine) et s'est contentée de nous lire machinalement les fiches généralistes qui apparaissent sur l'écran de son ordinateur, pour finir par dire, au bout de sept minutes: « Là, j'ai passé le temps d'écouter par rapport à la question, si vous voulez une réponse, appelez l'Anil [Agence nationale d'information sur le logement] la plus proche de chez vous, mais je ne peux pas vous donner le numéro de téléphone car le logiciel est bloqué. »

Cette lamentable sous-traitance des renseignements administratifs a été décidée par le gouvernement dans le cadre du programme Adele (Administration électronique): la privatisation progressive des relations entre l'administration et les citoyens, un marché estimé à 500 milliards d'euros (voir Charlie n° 585). Logiquement, les tarifs du 3939 devraient donc augmenter dans les prochaines années, pour permettre à Phone Marketing d'améliorer ses marges et sa compétitivité.

E. V.

1. Tarif d'un appel local via France Télécom, aux heures pleines, et sans aucune réduction. Mais, depuis la mise en route du 3939, les Cira, qui existent toujours, sont passés eux aussi à 12 centimes la minute.



« Une minute de jazz, trois sonneries, puis une voix suave à l'autre bout du fil. »

Le Figaro

« Permet d'obtenir une réponse à toute question administrative. »

Le Monde

« 12 centimes d'euro la minute, soit le prix d'un appel local. »

AFP

« Un grand pas vers la simplification de l'État. Il était temps! »

Le Journal du dimanche

« 5 milliards d'euros de gains de productivité. »

Liberation.fr

> C'EST LA FAUTE DE LA SOCIÉTÉ

L'ORÉAL PROPRIÉTAIRE D'UN BIEN SPOLIÉ PAR LES NAZIS

« L'enquête sur le rachat par L'Oréal, en 1954 à Karlsruhe, d'un immeuble qui avait été acheté à vil prix en 1938 à une famille juive par les nazis devrait être ouverte, le parquet général de la Cour de cassation s'étant prononcé en ce sens hier. »



■ ÉDUCTION NATIONALE

Corse: inégalité des chances

Depuis l'arrivée du nouvel inspecteur académique, Jean-Louis Moracchini, le message est clair: pas de promotion sociale pour les cancre.

Avant cumulé retards scolaires et comportement difficile en primaire, Nazir Feddaoui a naturellement été orienté en sixième, cinquième et quatrième SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté) au collège des Padule, à Ajaccio. Or, il a fait une excellente année de quatrième. Des A ou des B dans toutes les matières, une révolution dans le comportement saluée par tous ses professeurs et de sérieuses capacités intellectuelles: sorti champion d'un concours d'échecs portant sur six cents élèves. Après concertation, le directeur du collège, l'ensemble du personnel enseignant, l'assistante sociale et la conseillère d'orientation l'ont donc inscrit en troisième d'insertion. Une classe intermédiaire qui permet d'intégrer un lycée général ou un lycée professionnel. Et Nazir, quinze ans, n'a qu'un but: « passer un BEP ».

Pas de chance, en juillet, la commission de circonscription, chargée de décider de l'orientation de ces élèves, a décrété qu'il passerait en troisième SEGPA à l'établissement régional d'enseignement adapté. Une troisième qui mène tout droit au CAP.

« Mais non », s'insurge l'attaché de communication du recteur de Corse, Paul Canioni — qui n'a pas daigné répondre —, « même avec la troisième SEGPA, vous pouvez aller en lycée professionnel. » Effectivement, on perd juste trois ans en ateliers au lieu d'aller directement en LEP. Nazir, prostré à la maison, est donc condamné au CAP, sauf à considérer qu'il sera toujours aussi motivé à dix-huit ans pour entamer une seconde.

Son père a notifié un recours auprès de la commission départementale de l'Éducation nationale: même verdict. Et, malgré l'intervention du maire, du préfet d'Ajaccio et du ministère de l'Éducation nationale, Jean-Louis Moracchini, l'inspecteur académique, demeure intraitable: « Les deux commissions ont statué. J'applique le règlement. »

Étonnant: comme Nazir, J. Torre s'était vu refuser l'entrée en troisième d'insertion. Il a pourtant fini par l'intégrer à la rentrée.

En Corse, on est apparemment moins à cheval sur le règlement pour un Torre que pour un Feddaoui...

AGATHE ANDRÉ